

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Le Gabon déterminé à faire respecter les droits de l'Homme

Y.F.I

Libreville/Gabon

**E**RLYNE Antonella Ndembet-Damas, ministre de la Justice, garde des Sceaux, chargé des droits de l'Homme, a participé, hier par visioconférence, au segment de haut niveau de la 46e session ordinaire du Conseil de droits de l'Homme se tenant au Palais des Nations de Genève, en Suisse. Occasion pour le membre du gouvernement de réaffirmer l'engagement des autorités gabonaises "à garantir de manière effective les droits de l'Homme et les libertés fondamentales". Lequel engagement, selon la "patronne de la justice gabonaise", se traduit par "les multiples efforts et différentes mesures adoptées

au niveau national en vue de rendre effective la jouissance de ces droits par l'ensemble des concitoyens".

Objectif: appliquer les recommandations des mécanismes des droits de l'Homme, axe prioritaire du mandat du Gabon au sein du Conseil des droits de l'Homme.

Ces assises ont également permis à la ministre de partager l'expérience du Gabon en matière de gestion de la délinquance juvénile. "Le renforcement du dispositif de prise en charge des mineurs en conflit avec la loi, avec la création notamment d'un centre d'examen au sein de la prison centrale de Libreville leur permettant de préparer les diplômes nationaux de fin de cycles primaire et secondaire et la

mise en place de programmes de réinsertion des jeunes en fin de peine avec la création d'un centre multimédia et la réhabilitation de divers ateliers d'apprentissage des métiers avec la collaboration de certains partenaires onusiens comme l'Unicef et l'Unesco", a-t-elle indiqué.

Et d'ajouter: "Ces initiatives concernent également les autres détenus dont les conditions d'incarcération sont améliorées progressivement avec la réhabilitation et les extensions en cours et à venir dans les différentes prisons du pays, tout comme le lancement d'un vaste programme d'établissement des jugements supplétifs d'actes de naissance en faveur d'enfants sans identités".



Photo: DR

La ministre la Justice participant au Conseil des Droits de l'Homme.

## Hôtel de Ville: Issa Malam-Salatou élu 5e adjoint au maire

Line R. ALOMO  
Libreville/Gabon

**L**E Conseil municipal de la commune de Libreville était réuni hier en session extraordinaire. Convoqué, conformément à la loi organique sur la décentralisation, par le gouverneur de l'Estuaire, Marie-Françoise Dikoumba, il avait pour objet l'élection du 5e adjoint au maire.

Comme il fallait s'y attendre, les conseillers du Parti démocratique gabonais (PDG) n'ont pas failli. Disciplinés, ils ont respecté les consignes du parti en donnant massivement leurs voix à l'unique candidat à l'élection du 5e adjoint au maire, Issa Malam-Salatou. Quoiqu'au début de la session municipale extraordinaire l'on ait cru qu'il y aurait un challenger au candidat PDG. En effet, Edwige Andeme-Obame, présidente du groupe du Centre des libéraux réformateurs (CLR) s'est, pendant quelques minutes, portée candidate. Allant jusqu'à marquer sa surprise qu'il y ait un concurrent PDG alors que son



Photo: L.R.A.

Issa Malam Salatou élu hier 5e adjoint au maire de Libreville.

parti est membre de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence. Mais très vite, après avoir sollicité une suspension de séance et s'être concertée avec les siens, elle s'est retirée. Et le vote a pu se poursuivre avec un unique postulant.

À l'issue du scrutin, celui qui était jusque-là 2e adjoint au maire du 4e arrondissement a obtenu 103 voix contre 43 bulletins blancs ou nuls. Des bulletins blancs qui étaient finalement l'enjeu de cette élection. Tant

nombreux se demandent s'ils ne sont pas l'expression d'un malaise ambiant au sein de la majorité. Quoiqu'il en soit, le nouveau 5e adjoint au maire a exprimé sa reconnaissance à l'endroit des instances dirigeantes du PDG, et s'est engagé à jouer sa partition pour le développement durable de la commune de Libreville.

À noter que le poste que briguaient Issa Malam-Salatou avait été laissé vacant par Eugène Mba, depuis son élection à la tête de la commune de Libreville.

## Accalmie sociale: les propositions d'"Ensemble pour la République"

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

**D**ans un récent post sur sa page Facebook, le président du mouvement "Ensemble pour la République" (ER), Dieudonné Milama Mintogo, n'a pas manqué de commenter les récentes mesures gouvernementales drastiques de lutte contre le Covid-19. "(...) La crise engendrée par l'arrivée de la pandémie de Covid-19 dans notre pays, au départ sanitaire est devenue progressivement sociale, économique, politique, culturelle et maintenant sanitaire", constate-t-il. Non sans déplorer la montée de la violence.

Aussi exhorte-t-il le gouvernement à préserver le vivre-ensemble. "Notre vivre-ensemble et la stabilité du pays sont mis à rude épreuve. La crise multiforme à laquelle nous faisons face aujourd'hui mérite une réponse efficace et appropriée. Nous ne devons pas la négliger

au risque de voir notre cher pays sombrer dans la violence et l'incertitude", déclare-t-il sans détours. Pour éviter d'atteindre ce seuil critique, l'ancien candidat à la présidentielle de 2016 propose un allègement du dispositif. Pour lui, le couvre-feu doit couvrir de 23 à 05 heures du matin. Il suggère aussi le réaménagement de la composition du Copil en y associant les forces vives de la Nation à l'exemple de la société civile et des confessions religieuses. Dans la même foulée, ce dernier prône le réaménagement du Comité scientifique en impliquant les autres secteurs d'activité impliqués dans la lutte contre le Covid-19. À cela s'ajoute, d'après lui, la mise en place d'un Comité stratégique chargé du suivi et de l'évaluation du Plan de riposte contre le Covid-19; ainsi que la mise en place d'une Task force multisectorielle, et l'accélération de l'évaluation de la mise en œuvre des mesures présidentielles du 2 avril dernier.